

L'assainissement, une question de santé et de dignité.



L'assainissement, c'est l'accès à des toilettes, à un système d'égout pour la gestion des eaux usées de cuisine, de lavage et de douche et c'est aussi la gestion des déchets (domestiques, agricoles, industriels, médicaux). INITIATIVE DEVELOPPEMENT a décidé de "limiter" son action dans ce domaine - du moins à court terme - à l'urgence sanitaire : l'accès aux toilettes.

Pour quelles raisons accéder à des toilettes est-il si important ? Il ne s'agit pas simplement d'une question de confort, mais véritablement d'une question de santé, et plus précisément de prévention sanitaire : les maladies diarrhéiques (essentiellement le choléra et la typhoïde), l'hépatite A, la poliomyélite, sont dues à l'absorption d'eau contaminée par des excréments humains. En l'absence de toilettes, les personnes vont le plus souvent déféquer dans la nature et polluent ainsi fréquemment les eaux de surface (rivières, lacs, mares), dans lesquelles on puise de l'eau pour la boisson et la cuisine. Des toilettes mal installées, mal situées ou mal entretenues peuvent quant à elles polluer la nappe phréatique alimentant les puits voisins.

Ce qui est vrai au plan familial s'applique aussi au plan collectif, en particulier à l'école. L'insuffisance d'équipements et de services sanitaires en milieu scolaire n'a pas seulement un impact négatif sur la santé des élèves ; elle a aussi une influence sur l'absentéisme en général. Le manque d'équipements et de services d'assainissement affecte ainsi la santé, l'éducation et l'environnement. Il affecte également de nombreux secteurs d'activités, du

fait de l'absentéisme lié aux maladies.

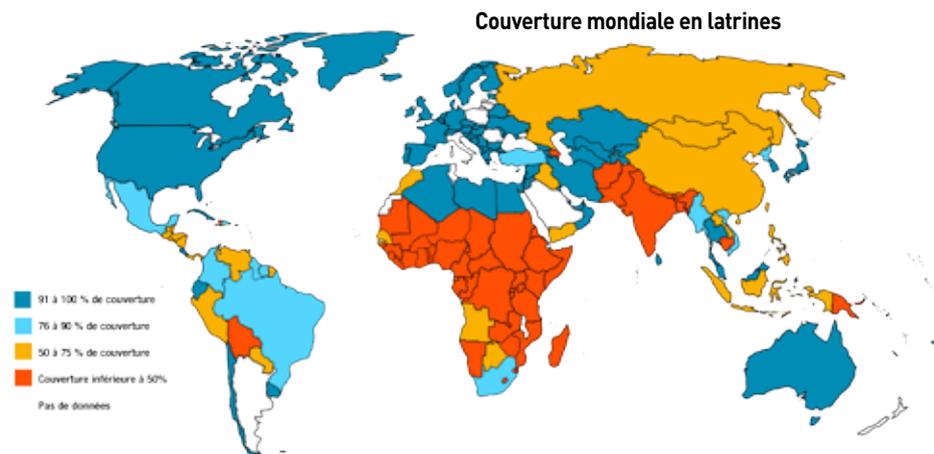
Fin 2011, quelque 2,5 milliards d'individus n'avaient pas encore accès à des installations sanitaires améliorées ; 760 millions d'entre eux utilisaient des installations communes ou publiques et 690 millions, des installations ne répondant pas aux normes minimales d'hygiène, alors que plus d'un milliard de personnes déféquaient encore à l'air libre. Les régions où la couverture est la plus faible sont l'Afrique subsaharienne (31 %), l'Asie du Sud (36 %) et l'Océanie (53 %). Les études montrent que l'amélioration de l'assainissement peut faire baisser d'un tiers le nombre des décès dus aux diarrhées, un des principaux facteurs de mortalité en grande partie évitable. Chaque année, 1,5 million de personnes en meurent, des enfants de moins de 5 ans pour la plupart, vivant dans les pays en développement.

Tout ceci dans un contexte où, pour des raisons socioculturelles, la demande spontanée en dispositifs d'assainissement de la part des

populations n'est pas évidente, contrairement à celle concernant l'accès à l'eau : d'une part, tout ce qui touche à la satisfaction des "besoins naturels" humains est perçu comme peu - ou pas - gratifiant, d'autre part, pour la plupart, le lien entre assainissement et santé n'est pas clairement intégré.

L'enseignement de l'hygiène et la promotion du lavage des mains sont des mesures simples, efficaces et peu coûteuses, qui peuvent réduire le nombre des cas de diarrhée de 45 %. Même en l'absence de conditions d'assainissement idéales, l'application de bonnes règles d'hygiène dans la communauté améliore la santé. Ces règles doivent cependant être associées à l'utilisation d'installations améliorées pour lutter efficacement contre les maladies.

- ▶ **2 personnes sur 5** dans le monde n'ont pas accès à des services suffisant d'assainissement, soit 2,6 milliards de personnes
- ▶ **1,5 millions de personnes meurent chaque année** de maladies liées à l'eau non potable et à un environnement insalubre
- ▶ **1 gramme d'excrément peut contenir 10 millions de virus, 1 million de bactéries, 1000 kystes parasitaires et 100 œufs de vers intestinaux**
- ▶ **3200 latrines construites par ID** depuis 2005 en Haïti, au Bénin, au Tchad et en Chine





Sensibiliser. convaincre...

Si, parmi les populations des pays dans lesquels intervient ID, la demande pour un accès à l'eau potable est spontanée et quasiment unanime, il n'en va pas de même pour l'assainissement et plus précisément les latrines : ceci s'explique à la fois par une ignorance des enjeux réels en termes de santé et par la perception qu'il s'agit d'un sujet appartenant à l'intimité de chacun, voire tabou dans certaines cultures, donc d'un sujet qu'il est difficile d'aborder.

Pourtant, les conséquences sanitaires de l'absence de latrines sont souvent catastrophiques. Il est donc nécessaire de sensibiliser les familles pour les convaincre de s'équiper, même si cela réclame de leur part un sacrifice financier. Pour ces raisons, ID porte une attention toute particulière, dans la mise en œuvre de ses projets, à l'information régulière de la population sur les thèmes liés à l'assainissement. L'association diversifie les canaux (réunions publiques, manifestations sportives ou culturelles, écoles...) et les supports de communication

(boîtes à images, jeux, théâtre, ateliers de marionnettes...), allant du très sérieux dans le ton, à l'humour. Cette multiplication des canaux et des supports vise à maximiser les chances de toucher toutes les familles, quel que soit leur environnement culturel et religieux. Lorsque les arguments purement sanitaires, rationnels, sont connus, il peut être utile d'utiliser des « leviers » sociaux, tel que le prestige lié à la possession de toilettes en bon état de propreté et de fonctionnement, par exemple...

Une action particulière doit être menée auprès des enfants dans le cadre de leur scolarité, afin de les sensibiliser à l'hygiène et de les aider à acquérir les bons gestes, dont celui d'un lavage de mains systématique et complet.



Les enfants sont des porte-paroles au sein de leurs familles et contribuent ainsi à l'adoption de nouvelles pratiques par l'ensemble des membres.

Ceci demande que les écoles disposent de toilettes, ce qui est le cas dans la quasi totalité des établissements et qu'elles soient entretenues de façon satisfaisante, ce qui est loin d'être aussi fréquent. Le manque d'entretien

des toilettes scolaires a des conséquences directes sur l'assiduité des enfants, voire sur la scolarisation des filles. Ces dernières ne peuvent souvent pas utiliser les installations et sont contraintes de rentrer – ou de rester – chez elles, lorsqu'elles ont besoin de s'isoler. Et l'on sait que des absences répétées mènent fréquemment à l'arrêt complet de la fréquentation de l'école.

Ceci nécessite également la participation des enseignants et des directeurs d'école, qui peuvent avoir besoin d'être formés à traiter de sujets habituellement tus, et accompagnés dans cet exercice nouveau.

On le voit, l'action à mener dans ce domaine est vaste, variée et permanente. Dans son travail, ID implique à la fois son pôle Eau et Assainissement (pour l'action auprès des familles, comme c'est le cas au Tchad) et son pôle Education (lorsqu'il s'agit d'intervenir dans les écoles, comme c'est le cas en Haïti).

**KK PA PIKAN
DEPIW PILE'L
OU BWATE !**

**Le caca ne pique pas pourtant,
si on marche dessus, on boîte !**



Exemple de message humoristique de sensibilisation employé en Haïti





accompagner

Dans leur principe, les latrines sont on ne peut plus simples (cf schéma). Cependant, pour qu'elles soient efficaces, elles doivent répondre à un certain nombre de caractéristiques : présence d'un sous-bassement en "dur", bonne résistance de la dalle bétonnée recouvrant la fosse, mise en place d'un système d'évacuation des gaz de fermentation, etc. Il est donc souhaitable que leur construction se fasse sous la supervision de professionnels.

Jusqu'à présent, les populations auxquelles s'est adressé ID appartenaient aux catégories les plus défavorisées. Pour elles, l'achat de certains matériaux n'était financièrement pas possible ; elles pouvaient par contre participer aux travaux. ID a ainsi favorisé la co-construction de latrines, c'est-à-dire une construction impliquant les bénéficiaires, quels que soient leurs moyens financiers. Les populations ont fourni la main d'œuvre pour le creusement des fosses et les matériaux de base tels que le sable ou l'eau, qu'elles pouvaient se procurer gratuitement. De son côté, ID a apporté les éléments plus techniques tels que les dalles en béton armé destinées à recouvrir les fosses, ou encore les tuyaux pour l'évacuation des gaz. Enfin des maçons locaux, spécialement formés par ID, ont prodigué leurs conseils durant l'exécution des travaux par les bénéficiaires ; ces "maçons-conseils" déterminèrent les emplacements où devaient être construites les latrines (loin des points d'eau), et les dimensions des fosses ; ils supervisèrent les différentes étapes de la construction.

ID sensibilise les individus, les responsabilise et participe à l'essaimage de cette approche à travers des techniciens locaux (les maçons-conseils). Depuis 2005, ID a permis la construction de plus de 3 200 latrines, chacune bénéficiant à une ou plusieurs familles. Malgré les actions menées par les organisations internationales et les ONG dans le monde, l'atteinte de la cible 7C des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD - Nations-Unies), à savoir réduire de moitié

d'ici 2015 la part des individus n'ayant pas accès à un service d'assainissement de base, semble inatteignable. Ainsi, la Direction Nationale de l'Eau Potable haïtienne fait le constat que, si le nombre de latrines va croissant, le taux d'équipement en latrines, lui, ne cesse de chuter car, en parallèle, la population croit plus rapidement. Ce constat est général ; il faut trouver une réponse efficace.

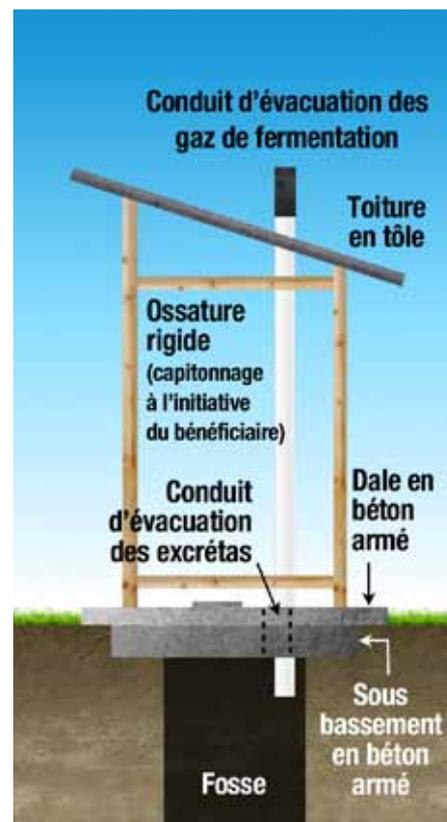
Dans ce contexte, un certain consensus semble se dégager sur le fait que subventionner des latrines n'entraîne pas une mobilisation suffisante de la part des bénéficiaires potentiels et que l'effort doit porter davantage sur une communication adaptée, capable de convaincre le plus grand nombre de construire des latrines par leurs propres moyens. Si ID partage la conviction qu'il faut repenser la méthode d'intervention pour produire des résultats plus rapides, notamment en privilégiant la communication, elle ne partage pas l'idée de laisser les populations seules responsables de la construction de latrines. Cela pourrait conduire selon nous à une construction anarchique engendrant à son tour des problèmes supplémentaires : pollution de points d'eau du fait d'une mauvaise implantation ; concentration de germes, de virus, de nuisibles (rats, cafards) résultant d'une mauvaise isolation de la fosse ; risque d'accidents ou d'effondrement du fait d'une construction trop sommaire.

Le problème est complexe mais ID a pu observer une évolution positive des mentalités

au Tchad, où elle intervient depuis plusieurs années pour l'accès à l'eau potable : d'une part à Moundou (zone urbaine), et d'autre part en appui à un partenaire local (AGIR) dans 40 villages ruraux. En matière de latrines, nous avons constaté qu'à Moundou, une demande réelle existait au sein de la population ; toutefois, la concrétisation se heurte à des obstacles pratiques (méthodes artisanales de construction, coût élevé des matériaux...) ; à défaut de solutions, les messages diffusés ne parviennent plus à motiver les individus. En zone rurale, nous constatons l'émergence d'une demande ; diverses campagnes de sensibilisation à l'hygiène ont amenés certains à agir. Malheureusement, les réalisations souvent maladroites s'avèrent peu adaptées au contexte (terrain meuble, fortes précipitations saisonnières).

Dans les deux cas, nous constatons qu'il est vital d'apporter un soutien technique aux bénéficiaires. A Moundou, ID va renforcer une petite entreprise de construction pour diffuser, à l'échelle semi-industrielle, des latrines répondant à un minimum de normes de sécurité et à un prix abordable. Dans les campagnes, ID formera des maçons à la construction de dalles en béton armé pour sécuriser les latrines.

Telle est dorénavant la politique d'ID dans ce domaine : non pas construire pour les ménages souhaitant s'équiper, mais les assister techniquement tout au long de leur démarche.



Les échos d'ici et là-bas...



Votre don en ligne sur
www.id-ong.org



Tchad : une mission d'expertise pour appuyer AGIR CCAG

Une mission d'appui a été effectuée par un consultant auprès de notre partenaire tchadien AGIR CCAG, en charge du suivi de la gestion des réseaux d'eau potable dans les centres ruraux. La mission a permis de définir un plan de renforcement des compétences de la structure et d'améliorer les capacités de conseil aux acteurs du service public de l'eau.



Congo Brazzaville : le CDL de Louingui en voie de devenir une association

Afin d'assurer la pérennité et l'efficacité des projets de développement local lancés depuis 2010, le Comité de Développement Local de Louingui est en cours de constitution en association de droit congolais. ID et la fondation congolaise NIOSI, son partenaire pour le développement local, appuient l'autonomisation de cette structure, qui pourra ainsi mettre au point ses propres projets et devenir un acteur stable et reconnu sur le territoire.

Grandir : vers une phase 3 pour le programme, dans dix pays africains

A la suite de l'évaluation externe menée auprès de sept des seize centres partenaires de Grandir, le programme consacré au sida pédiatrique en Afrique devrait entrer dans sa troisième phase début 2014. ID et Sidaction solliciteront tout prochainement l'Agence Française de Développement dans le cadre d'une convention programme pour renforcer la prise en charge psychologique et sociale des enfants infectés par le VIH, ainsi que l'appui spécifique nécessaire aux adolescents touchés par la maladie.



Bénin : séminaire international ID sur le développement local, du 5 au 8 novembre 2013

ID a organisé début novembre le premier séminaire international regroupant les intervenants des différents programmes de développement local menés ou appuyés par l'association au Bénin, au Congo, aux Comores, au Tchad et en Haïti. Des membres des comités de développement local, des

partenaires et des membres des équipes d'ID se sont retrouvés pour échanger sur leurs pratiques et bénéficier ainsi des expériences mutuelles. Parmi les thèmes abordés en ateliers, la mise en place d'une démarche systématique de capitalisation a été au cœur des réflexions.



Poitiers : opération « paquets cadeaux Cultura », dix ans déjà !

Depuis dix ans, environ 90 bénévoles ont assuré plus de 2 000 heures de présence pour faire des paquets cadeaux au magasin Cultura de Poitiers et permettre ainsi à ID de récolter des fonds pour soutenir ses actions. Un grand merci à tous pour leur aide et leur dynamisme. Cette année de nouveau, du 30 novembre au 31 décembre, 70 bénévoles se relayeront pour emballer les cadeaux des clients de ce magasin, en échange d'un don (modeste) pour ID.

Si vous avez la possibilité de nous apporter votre soutien, contactez nous :

a.besnard@id-ong.org / 05 49 60 89 66



INITIATIVE DÉVELOPPEMENT

Association de Solidarité Internationale
29 rue Ladmirault - 86000 Poitiers - France
Tél : + 33 (0)5 49 60 89 66 - e-mail : id@id-ong.org



ID est membre de :



**Coalition
eau**



- Directeur de publication : Alain Larreture • Rédacteur en Chef : Benoît-Xavier Loridon
- Rédacteurs : François Hovart, Damien Jouarre, Nicolas Moreau, Ivan Gac
- Photos : ID • Maquette : Mapie • Impression : Mégatop

id-ong.org

